

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

BUREAUX
ROUBAIX - 69-71, Grande-Rue. Tél. 227.52, 227.53 et 227.54.
TOURCOING - 22, rue Carnot. Tél. 37.
LILLE - 3, rue Peifferbeke. Tél. 228.51.
PARIS - 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provence, 77.24.
MOUSCHON - 141, rue de la Station. Tél. 5.44.

ANCIENS DIRECTEURS :
Jean Reboux
Alfred Reboux
Madame Alfred Reboux

AUTOMOBILES
Jean CIBIE
LILLE
Tél. 224.04 - 224.05 et 224.06
ACHAT D'USINES COMPLETES
Démolition d'immeubles

M. AZANA président de la République espagnole a démissionné

LES AMBASSADES DE PARIS ET DE LONDRES SONT OCCUPÉES
PAR LES REPRÉSENTANTS DU GÉNÉRAL FRANCO

M. Chamberlain croit à un armistice prochain



Après le conseil des ministres de lundi, M. ALBERT SARRAUT lit le communiqué à la presse. (Ph. Sarra.)

PARIS, 28 FÉVRIER (Minuit).

Les événements qui suivent la débacle de Catalogne se précipitent.

M. Azana, président de la République, a annoncé sa démission. Dans la note qu'il a fait remettre à la presse par son secrétaire, il précise les raisons de son attitude. Du jour où le général en chef vint lui annoncer que la guerre était irrémédiablement perdue pour la République, il proposa la conclusion immédiate de la paix « afin d'épargner aux défenseurs du régime et au pays entier de nouveaux et stériles sacrifices ». Ses conseils ne furent pas suivis. Le gouvernement de Madrid réduisit à quelques ministres réduits à continuer la lutte. C'est dans ces conditions que M. Azana a pris le parti de rendre publique sa résolution.

Cette démission achève de ruiner les bases légales d'un gouvernement qui, ainsi qu'a pu l'affirmer M. Chamberlain, au cours du débat qui s'est institué mardi à la Chambre des Communes, n'est en mesure ni de se procurer les armes nécessaires à la poursuite de la guerre civile, ni même de ravitailler les populations civiles. Encourager la lutte en reconnaissant encore au cabinet-fantôme du docteur Negrin une autorité qu'il n'a plus, ce serait se rendre complice d'inutiles effusions de sang. Tout effort pour empêcher l'Espagne d'aller vers son nouveau destin serait vain désormais, ainsi qu'a pu le dire, au cours de cette même séance des Communes, M. Antony Eden qui n'est pourtant pas suspect de tendresse envers les adversaires des démocrates.

Ce souci de réalisme et d'impartialité, qui lui a permis de rester fidèle au principe de la non-intervention, a fait agir le gouvernement français dans toute cette affaire. Il n'a reconnu le général Franco qu'en vertu même de ce principe. De même, ayant reconnu dans le cabinet de Burgos le gouvernement réel de l'Espagne, il lui est impos-

sible de proclamer la légalité des débris du gouvernement de Madrid. Aussi, M. Jules Henry, ambassadeur de France à Barcelone est-il allé notifier mardi matin à l'ambassade d'Espagne la décision prise par le gouvernement français de reconnaître le général Franco. Après cette notification, il ne restait plus aux occupants de l'ambassade qu'à plier bagages. Les locaux de l'ambassade ont été définitivement évacués dans l'après-midi.

Ainsi se termine un des épisodes de la vie diplomatique du Front populaire. L'histoire établira plus tard les causes profondes des vicissitudes et de la défaite finale de ce régime. Cette défaite aurait rejailli sur la France, si celle-ci s'était départie de sa politique de neutralité en Espagne.

Fort heureusement, notre pays n'a pas voulu suivre les conseils de ses professeurs d'idéologie.

René ROUSSEAU.

Collonges-sous-Salève, 28 février. — A midi, M. Riva Chérif, chef du protocole de la présidence de la République espagnole, a donné lecture à la presse internationale de la lettre suivante de démission adressée par M. Azana, président de la République espagnole, à M. Diego Martínez Barrio, président des Cortès :

« Depuis que le général en chef de l'Etat-major central, directeur responsable des opérations militaires, me fit savoir, en présence du président du Conseil des ministres que la guerre était irrémédiablement perdue pour la République et ayant même que, comme conséquence de la défaite, le gouvernement conseil et organisé mon départ d'Espagne, j'ai accompli le devoir de recommander et de proposer au gouvernement, en la personne de son chef, l'immédiate conclusion d'une paix dans des conditions humanitaires, afin d'épargner aux défenseurs du régime et au pays entier de nouveaux et stériles sacrifices.

Personnellement, j'ai travaillé dans ce sens pour autant que mes moyens limités d'action me le permettaient. Je n'ai rien obtenu de positif. La reconnaissance d'un gouvernement légal à Burgos de la part des puissances, particulière-

ment de la France et de l'Angleterre, me prive de la représentation juridique internationale nécessaire pour faire entendre aux gouvernements étrangers, avec l'autorité officielle de ma charge, non seulement ce que me dicte ma conscience d'Espagnol, mais ce qui est le désir profond de l'immense majorité de notre peuple.

L'appareil politique de l'Etat, Parlement, représentation supérieure des partis, etc., ayant disparu, il me manque au dedans et au dehors de l'Espagne les organes de conseil et d'action indépendants pour la fonction présidentielle de diriger l'activité gouvernementale dans la voie que les circonstances exigent impérieusement.

Dans de telles conditions, il m'est impossible de conserver, même de nom, un poste auquel je n'ai pas renoncé le jour même de ma sortie d'Espagne parce que j'espère voir profiter de ce laps de temps pour le bien de la paix. Je remets donc entre les mains de Votre Excellence, comme président des Cortès, ma démission de président de la République, afin que Votre Excellence daigne lui donner la suite nécessaire.

« Collonges-sous-Salève, 27 février 1939. »

Comment fut communiqué le document

Il était clair que l'heure de la démission était venue. Dès 11 h. 30, le calme petit village commença à s'animer. De nombreuses autos venaient de Paris et de la Chambre.



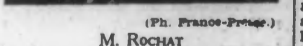
M. MARTINEZ BARRIO

Ensuite, le Roi a reçu M. Van Overberghe et M. Carton de Wiart, ministres d'Etat catholiques, respectivement présidents des groupes catholiques du Sénat et de la Chambre.

Le Souverain a encore vu dans la matinée, M. Soudan, ministre d'Etat socialiste et MM. Adolphe Max et Devès, ministres d'Etat libéraux.

Ces personnalités n'ont fait aucune déclaration, sauf M. Devès qui ne s'est pas montré hostile à un cabinet tripartite, mais qui a dit que le parti libéral ne pouvait apporter sa collaboration au gouvernement avant qu'une solution conforme à ses désirs n'ait été donnée à l'affaire Martens.

M. Devès n'a rien voulu ajouter à ces paroles pour éviter toute interprétation qui pourrait provoquer une rupture. Ces consultations ont abouti, mardi après-midi, à la désignation par le Sou-



M. ROCHAT

trouble autour de l'église qui touche presque la demeure habitée par l'ex-président. A la grille, les visiteurs étaient filtrés par un service d'ordre bon enfant.

Bientôt une quarantaine de journalistes internationaux étaient rassemblés dans le salon de la vieille demeure savoyarde. Le maire de Collonges, M. Tapponnier, ancien député, avait tenu à se joindre à eux. Au milieu d'eux M. Riva Chérif, gendre de M. Azana, son chef de protocole, accomplissait pour les ambassadeurs de la presse, la dernière fonction de sa charge, accueillant chacun avec le sourire et la main tendue.

Mais alors qu'elle attendait une déclaration du président lui-même, devenu enfin visible, après tant de semaines de discrétion, la presse dut se résoudre à entendre de la bouche de M. Riva Chérif la lecture d'un document écrit sur du papier froissé et que ses mains froissaient un peu nerveusement. Dès les premières phrases, il fut évident que l'on assistait au dernier acte de la présidence de la République espagnole.

(Lire la suite page 2.)

La crise ministérielle belge

M. SOUDAN EST CHARGÉ DE CONSTITUER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le sénateur socialiste va tenter de former un ministère solide avec la collaboration des catholiques et des libéraux

En raison de sa participation au précédent cabinet, on ne voit toutefois pas encore comment il pourra résoudre, sans changer de politique, les problèmes soulevés par la situation financière et par l'affaire Martens



M. SOUDAN

Bruxelles, 28 février. — Le Roi a repris ses consultations mardi matin. Il a d'abord reçu M. Moeyerson, président du Sénat, et M. Huysmans, président de la Chambre.

A l'issue de cette audience, M. Huysmans a déclaré qu'il ne pensait pas qu'une dissolution des Chambres fût envisagée et qu'il prévoyait la constitution d'un nouveau gouvernement tripartite. Il a démenti qu'il ait en sa possession la démission du docteur Martens.

Ensuite, le Roi a reçu M. Van Overberghe et M. Carton de Wiart, ministres d'Etat catholiques, respectivement présidents des groupes catholiques du Sénat et de la Chambre.

Le Souverain a encore vu dans la matinée, M. Soudan, ministre d'Etat socialiste et MM. Adolphe Max et Devès, ministres d'Etat libéraux.

Ces personnalités n'ont fait aucune déclaration, sauf M. Devès qui ne s'est pas montré hostile à un cabinet tripartite, mais qui a dit que le parti libéral ne pouvait apporter sa collaboration au gouvernement avant qu'une solution conforme à ses désirs n'ait été donnée à l'affaire Martens.

M. Devès n'a rien voulu ajouter à ces paroles pour éviter toute interprétation qui pourrait provoquer une rupture. Ces consultations ont abouti, mardi après-midi, à la désignation par le Sou-

verain de M. Soudan pour résoudre la crise.

Celui-ci a accepté, mais il a demandé quarante-huit heures pour préparer le terrain.

« Si je bâtis, a-t-il ajouté, je veux que ce soit quelque chose qui tienne. Je n'accepterai pas de prendre le départ en laissant derrière moi le moindre malentendu. Mes efforts tendront à constituer un gouvernement tripartite.

M. Soudan a eu une conversation avec MM. Wauters et Eeckels, ses collègues socialistes dans le cabinet Pierlot. Il résulte de leurs déclarations que M. Soudan ne leur a pas offert de portefeuille et qu'ils se sont seulement entretenus avec lui du programme éventuel du nouveau gouvernement.

M. Soudan a rendu visite à M. Pierlot dans la soirée. Il lui aurait demandé de ne point abandonner le pouvoir avant que la crise ne fût définitivement réglée. A son retour au ministère des Affaires étrangères, M. Soudan a eu un entretien avec M. Spaak.

M. Soudan pourra-t-il résoudre les questions posées par la situation financière et par l'affaire Martens ?

M. Soudan était vice-président du Conseil et ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Pierlot. En conséquence, il s'était solidarisé avec toute la politique financière et linguistique de celui-ci et il avait adopté la même attitude que l'ancien premier ministre au sujet de l'affaire Martens. Comment dans ces conditions espère-t-il réussir, à moins d'avoir une autre politique financière que celle qu'il avait admise avec M. Pierlot ?

Comment pourra-t-il rallier les libéraux à son gouvernement, si rien n'est changé à l'affaire Martens ? En ce qui concerne la question financière, il faut attendre le programme de M. Soudan pour savoir comment il compte la résoudre. On se rappelle cependant que, lorsqu'il succéda à M. de Man en 1938, dans le cabinet Janson, il tenta d'équilibrer le budget catastrophique par le vote de nouveaux impôts, dont la droite repoussa une partie.

On parle aussi d'un rattachement du franc à la livre, mais les parlementaires ne veulent pas de cette opération qu'ils jugent inutile, le franc belge, d'après eux, étant très solide.

(Lire la suite page 3.)

L'Allemagne veut participer à la lutte pour le « ruban bleu » dans l'Atlantique

Berlin, 28 février. — Le docteur Dornpfeiffer, ministre des transports, a annoncé à la Société d'économie mondiale, qui a clôturé son congrès à Berlin, que l'Allemagne construira des paquebots transatlantiques pour remplacer le « Bremen » et l'« Europa ».

Avec ces paquebots, a-t-il ajouté, le Reich veut rivaliser pour conquérir le « Ruban bleu ». Parlant de l'élargissement prochain du canal de Kiel, le ministre a déclaré que ses schistes permettraient le passage des plus gros navires.

Vingt kilomètres d'abris souterrains vont être creusés autour de Paris



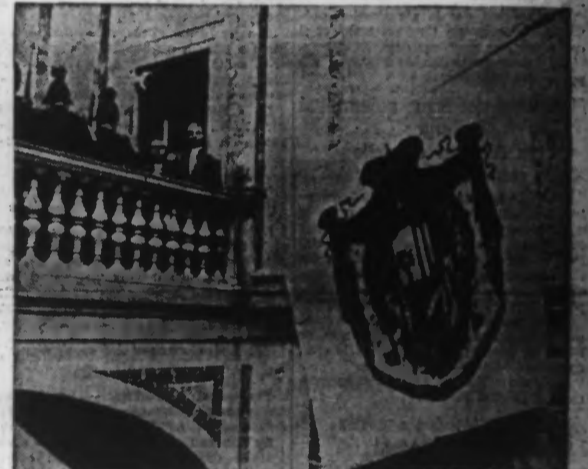
UNE VUE DES TRANCHÉES DÉJÀ COMENCÉES BOULEVARD MURAT.

LE CONCLAVE S'OUVRE CE SOIR

Jusqu'à l'élection du Pape, les soixante-deux cardinaux vivront séparés du monde



LL. EE. LES CARDINAUX TISSERANT, VERDIER et GERLIER (de gauche à droite), photographiés lundi, à Rome. (Ph. Keystone)



L'ÉTENDARD DU PRINCE CHIGI, MARÉCHAL DU CONCLAVE, EST ARRIVÉ AU VATICAN. (Ph. Franco-Presse)

Ce soir, mercredi, les cardinaux seront « cloîtrés » dans la partie du Vatican réservée au conclave et nul ne pourra pénétrer dans cette enceinte, sous peine d'excommunication, en dehors de ceux qui sont admis à participer à la réélection des membres du Sacré-Collège.

Une commission cardinalice s'est déjà assurée que tout contact avec l'extérieur était impossible et aussi que les appartements réservés aux cardinaux offrent le minimum de confort indispensable.

On sait que l'attribution des cellules a déjà eu lieu par voie de tirage au sort. L'ameublement est d'une simplicité extrême. Les cardinaux ne disposent, à quelques exceptions près, motivées par des infirmités, que d'un lit en fer, d'un prie-Dieu, d'un fauteuil qui, souvent, ont été installés dans un coin d'une salle aux voûtes immenses.

Des soixante-deux membres du Sacré-Collège, aucun ne manquera plus à l'appel quand les cardinaux O'Connell, archevêque de Boston ; Copello, archevêque de Buenos-Aires, et Lema, archevêque de Rio de Janeiro seront présents. Ils devaient débarquer mardi soir à Naples.

Aussitôt élu, le Pape pourra revêtir tous les attributs de sa charge. L'annonce du pêcheur qui portera jusqu'à sa mort, a déjà été appréhendé par l'arrière qui, de père en fils, depuis le début du XVIII^e siècle, sert le Vatican.

Sur la plaque de cet anneau en or massif est gravée l'image de saint Pierre à laquelle on ajoutera au dernier moment, le nom du nouveau Souverain Pontife.

Trois jeux complets de vêtements pontificaux ont été préparés. Chacun comprend une soutane simple, une soutane à traine, une étole moirée sur laquelle on brodera, au dernier moment, les armoiries du nouveau Pape, une moquette en velours rouge bordée d'hermine et un « camauro », sorte de capuchon de velours rouge bordé d'hermine.

Ces vêtements seront portés par le successeur du Saint-Père pendant les premiers jours de son pontificat, en attendant qu'on lui confectionne les vêtements à sa taille. Trois chapeaux rouges à conjonction de soie de même couleur mêlé d'or ont été aussi préparés. Le nouveau Pape sera coiffé de l'un d'eux lorsqu'il apparaîtra à la loggia de Saint-Pierre pour donner immédiatement après son élection sa bénédiction à la foule des fidèles massée devant la basilique ; le Pape au coiffeur, en effet, la tiare qu'il portera couronnement, qui a lieu un général une semaine après l'élection.

LES AUDIENCES DE MM. DALADIER ET BONNET

Paris, 28 février. — Le président du Conseil a reçu mardi matin, Mgr Valerio Valeri, nonce apostolique ; puis M. Marchandau, ministre de la Justice.

En fin d'après-midi, il a reçu le général Pétain. M. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, a reçu, par ailleurs, le général Nogues, résident général de France au Maroc, et M. Bullitt, ambassadeur des Etats-Unis.

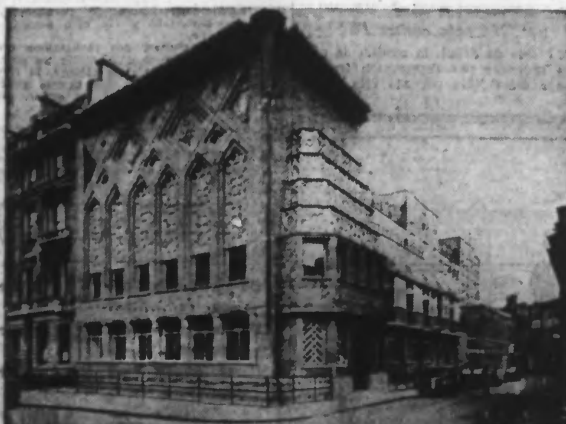
L'Angleterre est toujours hostile à l'idée de la conscription

Londres, 28 février. — Sir John Anderson, dans un discours prononcé lundi soir, à Cardiff, a affirmé que le service national et l'impératif de la conscription ne constituaient nullement un préjudice au service obligatoire. « Je ne connais rien de plus étranger à l'idée de service national, a-t-il déclaré, que le projet de service national, a-t-il déclaré, même s'il est le ministre. »

UNE EXPLOSION DE GRISOU DANS UNE MINE TURQUE

vingt-trois morts
Stamboul, 28 février. — Une explosion de grisou s'est produite dans une houillère de Kouou, près d'Erzurum. De nombreuses galeries se sont effondrées et trente-cinq mineurs ont été tués, vingt-trois d'entre eux ont été tués et deux autres blessés. Dix mineurs légèrement blessés ont pu être sauvés.

L'Institut français de Londres...



qui sera inauguré, ce soir-ci, par M. Albert Lebrun et la princesse Elisabeth. Celle-ci, sur la demande du président de la République, prononcera quelques paroles à cette occasion. (Ph. Trampus)